

SECTEUR CANADIEN DE LA FABRICATION, DU COMMERCE DE GROS ET DU TRANSPORT

Novembre 2018

La vigueur des chaînes logistiques entraîne une forte croissance sectorielle

- L'activité des secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport est demeurée généralement positive jusqu'à présent en 2018.
- La croissance du PIB de ces secteurs a légèrement ralenti au cours des huit premiers mois de 2018 après avoir atteint un sommet quinquennal en 2017.
- La solidité des ventes de la machinerie et d'équipement ainsi que d'articles personnels et ménagers a contribué au vigoureux gain du secteur du commerce de gros.
- À l'échelle régionale, les ventes manufacturières sont en hausse dans toutes les provinces. Ce qui est également le cas pour les ventes de gros, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador.
- Le volume de biens transportés par train augmente, bien qu'il progresse moins rapidement que l'an dernier.
- Malgré les tensions commerciales, les exportations réelles de marchandises du Canada ont connu une plus forte augmentation cette année. Ces tensions se sont quelque peu relâchées lors du remplacement de l'ALENA par l'AEUMC.
- Dans l'ensemble, l'embauche au sein des entreprises des secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport a amorcé un redressement en 2018.
- La conjoncture économique générale devrait demeurer positive au dernier trimestre de 2018, bien que la croissance du PIB devrait s'atténuer à un taux avoisinant son potentiel à long terme, après avoir enregistré une hausse considérable en 2017. Nous estimons que la ferme position de la Banque du Canada à l'égard des taux d'intérêt aura l'effet désiré, c'est-à-dire de ramener la croissance à 2,1 % cette année.
- L'économie américaine a surpassé les attentes en affichant une croissance supérieure à son potentiel au cours des deux derniers trimestres, affichant des hausses de 4,2 % et de 3,5 % au T2 et au T3 respectivement. Les Services économiques RBC prévoient une croissance générale de 2,9 % en 2018.
- Après une légère chute au cours du premier semestre de cette année, RBC s'attend à ce que le dollar fasse du surplace par rapport au dollar américain et qu'il clôture l'année à 78 cents US.
- Les perspectives pour les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport sont amoindries par la pression montante exercée sur les coûts due aux prix élevés de l'énergie et à l'étroitesse du marché du travail.

Croissance du PIB réel (%) des industries de la fabrication, du commerce de gros et du transport

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ytd*
Fabrication	4,6	3,5	1,6	-0,7	3,3	0,4	0,7	3,2	2,8
Commerce de gros	7,5	7,6	3,2	4,3	2,5	1,1	0,1	5,6	4,6
Transport et entreposage ¹	6,7	4,9	2,6	2,8	7,8	3,9	3,8	5,4	3,7
Ensemble des industries des chaînes logistiques	5,7	4,9	2,2	1,3	3,8	1,2	1,0	4,3	3,5

*Cumul annuel de 2018 (août)

¹ Le transport regroupe les services de transport aérien, ferroviaire, maritime, par camion et les activités de soutien.

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC



SUJETS DE L'HEURE

L'AEUMC diffère peu de l'ALENA

Les dispositions de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada révélées à la fin de septembre n'ont causé aucune surprise. Nombre des clauses de la version remodelée de l'ALENA ont en effet été télégraphiées lors du processus de négociation. La plus grande concession du Canada fut d'accorder aux États-Unis un accès plus important (jusqu'à environ 3,5 %) au marché canadien des produits laitiers. Cela avait été prévu par la plupart des observateurs, puisque des quotas semblables ont été consentis dans le cadre de l'AECG et du PTPGP. Le Canada a aussi accepté des règles d'origine plus strictes pour le secteur automobile, notamment une clause sur la main-d'œuvre touchant une rémunération plus élevée, ainsi qu'une limite de minimis supérieure pour les achats en ligne. En contrepartie, les négociateurs canadiens n'ont pas eu à céder sur certains points cruciaux. En particulier, le mécanisme de résolution des différends défini au chapitre 19 est maintenu avec peu de changements. Ils ont aussi obtenu l'assurance que le Canada serait exempté de tout tarif punitif sur les automobiles de la part des États-Unis (du moins jusqu'à la limite précisée, qui se situe bien au-delà des niveaux de production actuels).

L'AEUMC apporte un soulagement bienvenu aux entreprises canadiennes en dissipant l'incertitude entourant les échanges commerciaux, et devrait inciter les entreprises à faire les investissements qu'elles avaient reportés. Malgré cela, nous ne prévoyons pas une forte accélération de la croissance du PIB à court terme. Bien que l'incertitude commerciale ne soit pas complètement disparue – Les tarifs imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium canadien demeurent en vigueur et la querelle commerciale entre la Chine et les États-Unis se prolonge, elle aura vraisemblablement un effet minime sur la croissance. Les problèmes liés à la disponibilité de la main-d'œuvre et à la compétitivité à long terme préoccupent davantage le Canada.

Les entreprises sont soumises à un resserrement du marché du travail

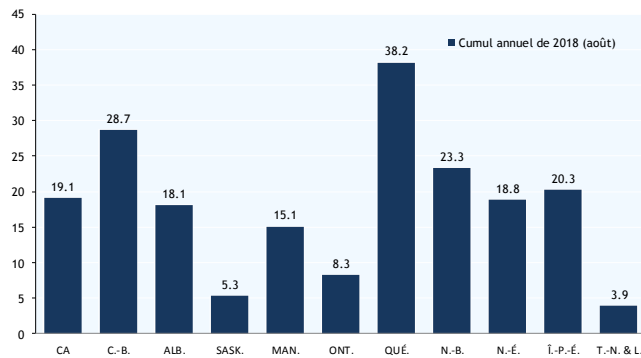
En 2018, le Canada a enregistré des taux de chômage parmi les plus bas au cours de l'histoire récente. Les perspectives d'emploi sont favorables aux travailleurs, mais le sont moins pour les employeurs qui voient leur nombre de postes vacants s'accroître.

Nous croyons que l'offre limitée de main-d'œuvre freine déjà la croissance économique dans plusieurs provinces cette année. Les sondages menés auprès des entreprises révèlent que l'insuffisance de la demande ne constitue pas leur plus pressant souci. En effet, un nombre croissant d'entreprises, et ce, de presque partout au pays, sont davantage préoccupées par les contraintes exercées sur la capacité. Selon l'Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada, plus de la moitié des entreprises canadiennes ont indiqué qu'elles auraient de la difficulté à répondre à une hausse inattendue de la demande, jetant souvent la faute sur leurs difficultés à trouver des employés.

La croissance des salaires a tiré de l'arrière malgré l'étroitesse des marchés du travail – La croissance des salaires horaires a ralenti pour le quatrième mois consécutif, en septembre, et se situe bien en dessous de ce qu'elle devrait être en fonction d'un taux de chômage sous la barre des 6 %. Mais le besoin croissant des entreprises en matière de travailleurs signifie que la hausse des salaires ne devrait pas s'affaiblir, mais plutôt s'accélérer à l'avenir.

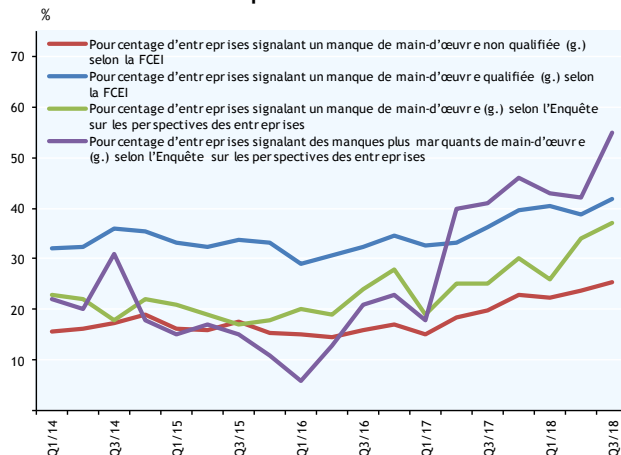
Les postes vacants foisonnent au Québec, en C.-B. et ailleurs

Variation annuelle en % des postes vacants



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

La situation de manque de main-d'œuvre s'accroît



Source : Banque du Canada (Enquête sur les perspectives des entreprises), Baromètre des affaires de la FCEI, Recherche économique RBC



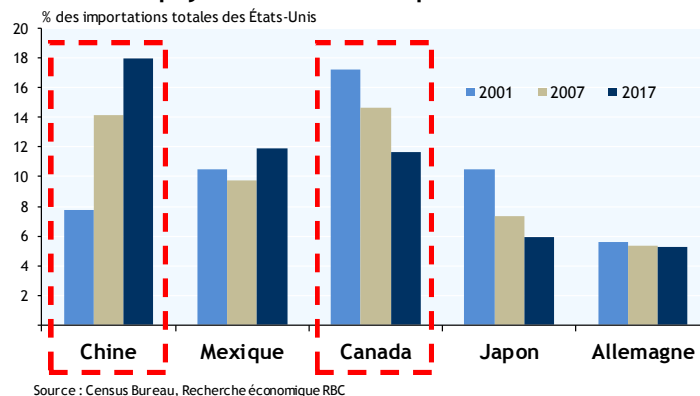
SUJETS DE L'HEURE

Les préoccupations concernant la compétitivité persistent

La part des importations américaines du Canada baisse progressivement, et cet effritement remonte à bien avant la plus récente querelle commerciale.

- La chute s'est amorcée avant la récession de 2008-2009 et les baisses d'impôt aux États-Unis.
- L'an dernier, le Canada se classait au troisième rang sur le marché des importations des États-Unis. Il figurait en tête jusqu'en 2008 avant de se faire dépasser par la Chine (en 2009) et le Mexique (en 2016).
- La Chine a fait passer sa part du marché des importations totales des États-Unis de 8 %, en 2001 (l'année où elle a joint l'OMC), à environ 18 % l'an dernier.
- Pour sa part, le Canada représentait environ 12 % des exportations des États-Unis l'an dernier, comparativement à 17 % en 2001.

Parts des pays du marché d'importation des États-Unis

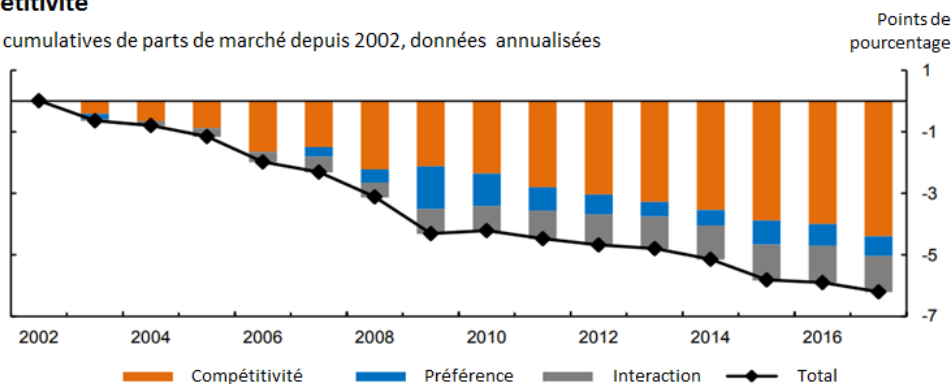


La perte de compétitivité expliquerait en grande partie cette baisse de part du marché des importations.

- Selon les chercheurs de la Banque du Canada, environ 70 % de la baisse de la part canadienne du marché des importations non énergétiques des États-Unis accusée depuis 2002 serait attribuable à des problèmes de compétitivité.
- La Banque du Canada stipule que la perte provient majoritairement des secteurs des véhicules et des pièces automobiles, des biens de consommation ainsi que des produits minéraux métalliques et non métalliques - qui doivent tous conjuguer avec une concurrence plus vive provenant de territoires affichant des prix relatifs inférieurs, comme le Mexique et la Chine.

Plus de 70 % des pertes des parts du marché des importations américaines de biens non énergétiques enregistrées par le Canada entre 2002 et 2017 découlent d'une baisse de compétitivité

Pertes cumulatives de parts de marché depuis 2002, données annualisées



Exemple : La barre orange correspond à environ 4,4 points de pourcentage pour 2017, ce qui signifie que la perte de compétitivité serait responsable à hauteur de 4,4 % de la chute de 6,2 % des parts du Canada sur le marché des importations américain de biens non énergétiques enregistrée entre 2002 et 2017.

* Effets combinés d'un changement au niveau de la compétitivité et de la préférence

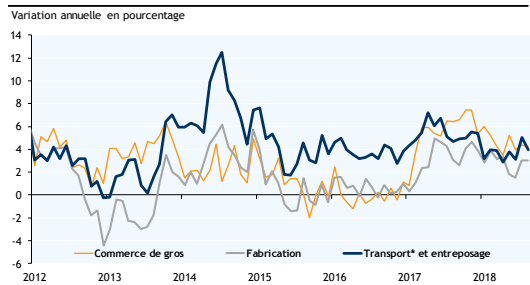
Source : Données des Nations Unies (Comtrade), Banque du Canada

Dernière observation : 2017



TENDANCES DES SECTEURS

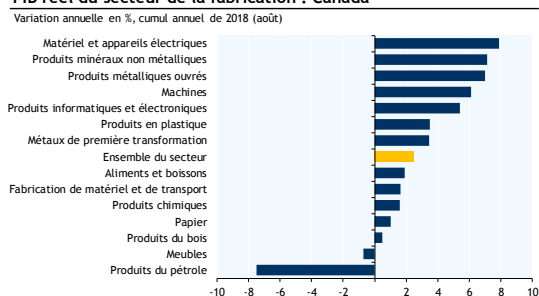
PIB réel - Secteurs FGT : Canada



* Le transport regroupe les services de transport aérien, ferroviaire, maritime, par camion et les activités de soutien.
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ayant connu un sommet quinquennal de 4,3 % en 2017, la croissance du PIB réel se rapportant aux secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport a ralenti pour s'établir à 3,4 % au cours des huit premiers mois de 2018. La croissance du secteur du commerce de gros s'est relâchée depuis l'an dernier, mais demeure vigoureuse à 4,7 %. Celle du transport et de l'entreposage a grimpé de 3,7 %, alors que celle du secteur de la fabrication a été plus modeste tout en demeurant solide à 2,9 %.

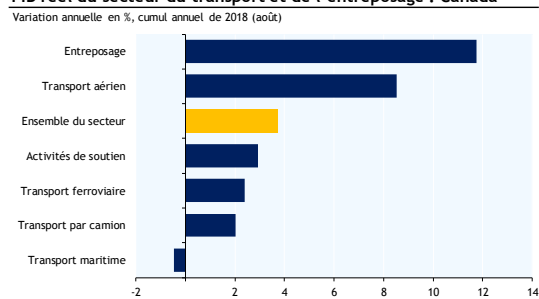
PIB réel du secteur de la fabrication : Canada



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le secteur manufacturier a pris de l'expansion dans 12 de ses 14 sous-secteurs. La fabrication de matériel et d'appareils électriques a crû à un rythme soutenu de 7,9 %, suivie de près par la fabrication de produits minéraux non métalliques qui a connu une hausse de 7,2 %. Le secteur de la fabrication de produits pétroliers a subi un déclin important de 7,5 %. Les fermetures temporaires des raffineries, au printemps, seraient à l'origine de la baisse de la production de ces dernières.

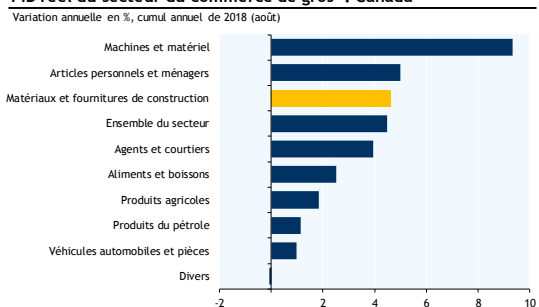
PIB réel du secteur du transport et de l'entreposage : Canada



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le secteur du transport et de l'entreposage s'est bonifié dans 5 de ses 6 sous-secteurs. Le sous-secteur de l'entreposage a surpris par sa vigueur - sa hausse de 11,7 % le plaçant en tête au chapitre de la croissance. Nous avons observé un léger redressement par rapport à l'an dernier au niveau du sous-secteur du transport aérien qui demeure solide avec une croissance de 8,5 %.

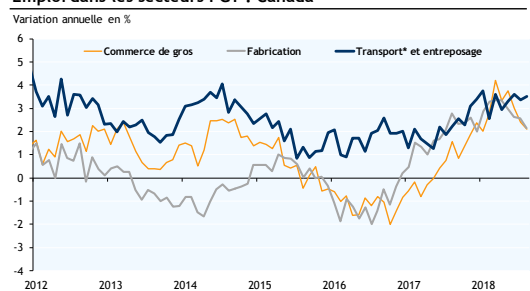
PIB réel du secteur du commerce de gros : Canada



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

La forte croissance du commerce de gros continue de profiter des gains rapides (hausse de 9,3 % au cours des huit premiers mois de 2018) du sous-secteur des ventes de machineries et d'équipement. Outre une légère baisse de la catégorie des produits divers, tous les autres sous-secteurs ont continué de connaître une croissance positive. Cela dit, seuls les segments des articles personnels et ménagers et des matériaux et fournitures de construction ont augmenté à un rythme supérieur à celui de l'an dernier.

Emploi dans les secteurs FGT : Canada



* Le transport regroupe les services de transport aérien, ferroviaire, maritime, par camion et les activités de soutien.
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

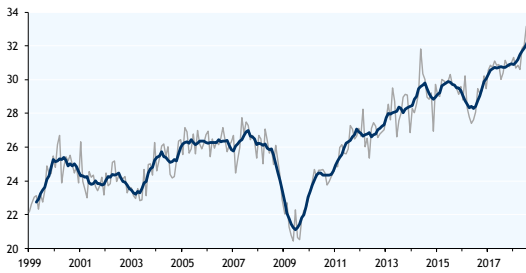
Au cours des huit premiers mois de 2018, la croissance globale de l'emploi dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport s'est accélérée, passant de 1,6 % en 2017 à 3,0 %. Étant positive depuis 2010, la croissance de 3,3 % des effectifs du secteur du transport et de l'entreposage a été la plus forte du lot. Ce sont toutefois les effectifs du secteur du commerce de gros qui ont affiché la plus forte accélération, passant de 0,6 % en 2017 à 2,9 % au premier semestre de 2018.



TENDANCES DES SECTEURS

Chargements ferroviaires : Canada

Trafic transporté en millions de tonnes, données désaisonnalisées

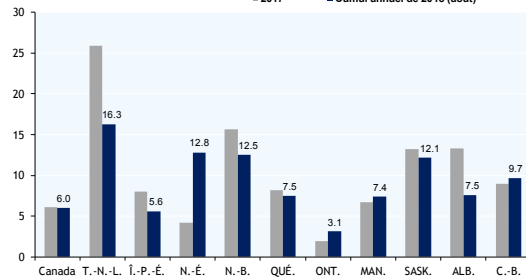


Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

La quantité de biens transportés par train a augmenté de 3,2 % au cours des huit premiers mois de 2018, après avoir fait un bond de 6,7 % en 2017. La croissance a ralenti dans la plupart des catégories, à l'exception de celles des produits pétroliers et des métaux de première transformation. Seule la catégorie du bois d'œuvre et des produits du bois a essuyé un déclin, perdant 1,8 %.

Ventes des fabricants par province

Variation annuelle en %

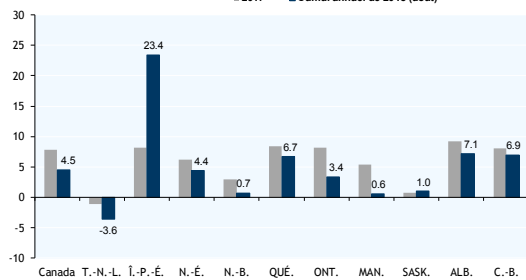


Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Les ventes manufacturières (sans tenir compte de l'évolution des prix) ont grimpé de 6,0 % pendant les huit premiers mois de 2018. Cette hausse serait induite par la croissance positive de toutes les provinces. L'appréciation s'est accélérée par rapport à 2017 en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique.

Ventes des grossistes par province

Variation annuelle en %

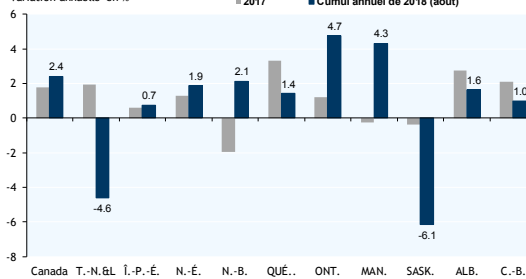


Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Depuis le début de 2018, les ventes des commerces du gros (sans tenir compte de l'évolution des prix) ont augmenté de 4,5 % à l'échelle nationale, s'appuyant sur une tendance datant de 2010. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard qui a réalisé des gains de 23,4 %, la croissance de toutes les provinces a décéléré après la poussée de 2017.

Emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage par province

Variation annuelle en %



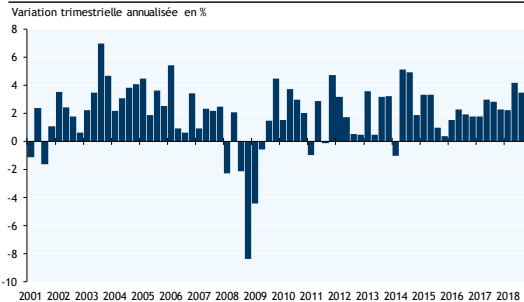
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Dans l'industrie canadienne du transport et de l'entreposage, le nombre d'employés a augmenté de 2,4 % pendant les huit premiers mois de 2018. Les rendements supérieurs enregistrés à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba ont été atténués par les chutes subies par Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. La vigueur des effectifs salariés affichée par le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique en 2017 s'est poursuivie en 2018.



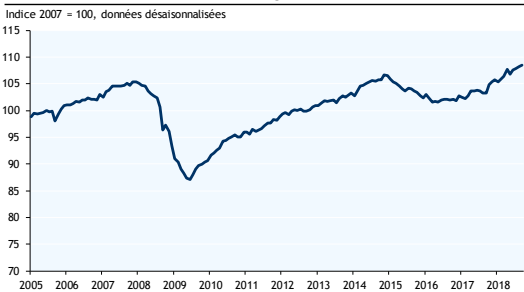
CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

PIB réel des États-Unis



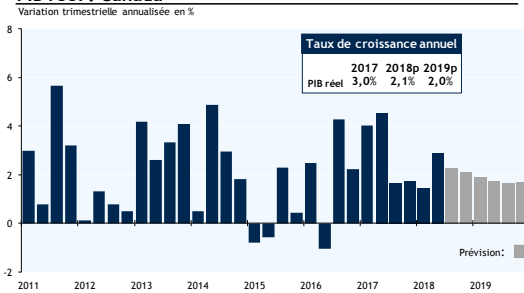
Sources : Bureau of Economic Analysis, Recherche économique RBC

Production industrielle aux États-Unis



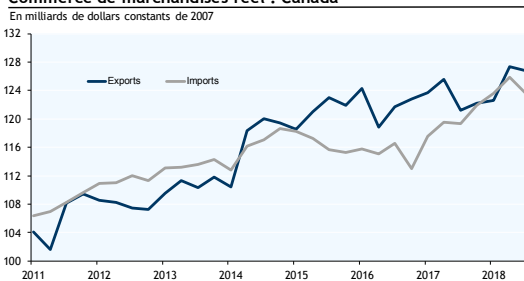
Sources : Federal Reserve Board, Recherche économique RBC

PIB réel : Canada



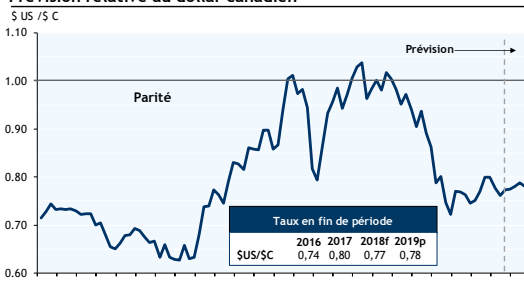
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Commerce de marchandises réel : Canada



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Prévision relative au dollar canadien



Sources : Banque du Canada, Recherche économique RBC

Le rapport sur le PIB américain du T3 semble indiquer une robuste croissance continue de 3,5 %, ce qui est supérieur au potentiel, après avoir inscrit un gain considérable de 4,2 % au T2. Le renforcement du PIB repose essentiellement sur les hausses enregistrées au chapitre des dépenses des consommateurs et de la variation des stocks, alors que la croissance a été freinée par la baisse des investissements résidentiels et des exportations nettes. La forte croissance supérieure au potentiel déclarée pour les deux derniers trimestres force l'économie américaine à aller au-delà de sa capacité. Selon nous, la Fed continuera de resserrer sa politique, en décrétant une nouvelle hausse de son taux de 25 points de base d'ici la fin de 2018.

La production industrielle américaine s'est raffermie de 3,8 % au cours des neuf premiers mois de 2018 pour plus que doubler la hausse de 1,6 % déclarée en 2017. L'indice global a été stimulé par la forte croissance de 11,7 % du secteur minier. La croissance du secteur manufacturier a grimpé à 2,3 % tandis que le secteur des services publics d'électricité et de gaz a connu un revirement de situation en affichant une hausse de 4,8 % après une baisse de 1,3 % en 2017.

À la suite d'un gain décevant de 1,4 % au T1, la croissance du PIB canadien s'est solidifiée pour atteindre un taux annualisé de 2,9 % au T2, principalement en raison des gains au chapitre des exportations et des dépenses des consommateurs. La croissance est demeurée robuste au début du T3. En faisant abstraction des soubresauts mensuels, les chiffres demeurent stables, le PIB augmentant de 2 % au T3 – ce qui cadre largement avec la hausse de 1,8 % prévue par la Banque du Canada, voire la dépasse légèrement. Nous estimons que la croissance annuelle du PIB se stabilisera aux alentours de 2 % cette année et l'année prochaine.

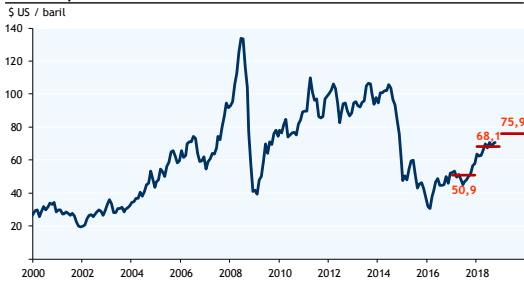
Les exportations canadiennes ont crû de 1,7 % au cours des trois premiers trimestres de 2018 ; l'effet des tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium étant grandement amoindri par les gains des autres secteurs et la forte croissance enregistrée au cours des mois précédant l'imposition de ces tarifs douaniers. Les importations ont gagné 4,6 %, alors qu'elles affichaient un taux de 2,6 % à la même période l'an dernier. RBC s'attend à ce que les exportations augmentent à un rythme soutenu de 2,9 % en 2018, et les importations, de 3,6 %.

Après la forte tendance haussière qu'il a connue en 2017, le dollar canadien s'est déprécié au cours de la première moitié de 2018 ; l'incertitude commerciale ayant contribué à la faiblesse du dollar canadien à court terme. Le huard a plongé à 76 cents en juin, mais a légèrement récupéré une fois que la Banque du Canada a fait passer son taux à un jour à 1,50 % en juin, puis à 1,75 % en octobre. Selon les prévisions de RBC, le dollar canadien fera principalement du surplace, alors que la Banque du Canada continuera d'augmenter ses taux. Ainsi, RBC estime que le dollar canadien terminera 2018 à un taux de 0,78 \$ US.



CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

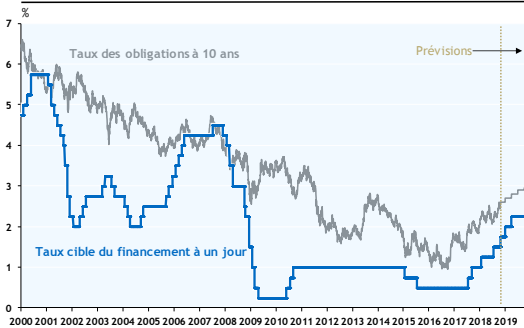
Prix du pétrole brut WTI



Sources : Wall Street Journal, Haver Analytics, Recherche économique RBC

Les prix du pétrole ont temporairement augmenté à près de 70 \$ le baril du pétrole West Texas Intermediate (WTI) pour la première fois depuis la fin de 2014 en raison de la baisse des stocks et de l'intensification des risques géopolitiques. Les lacunes en matière d'infrastructures de transport demeurent un important dilemme pour les producteurs d'énergie canadiens. Le cours du pétrole de l'Ouest du Canada est nettement inférieur aux cours de référence mondiaux. RBC prévoit que les prix WTI atteindront une moyenne de 68,10 \$ le baril en 2018 et de 75,90 \$ le baril en 2019.

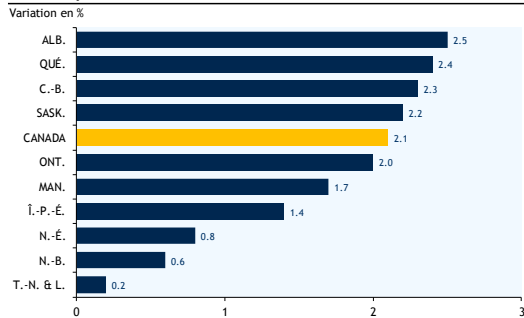
Taux d'intérêt : Canada



Source : Banque du Canada, Recherche économique RBC

La Banque du Canada (BdC) a rehaussé son taux cible à un jour à 1,75 % lors de sa rencontre d'octobre. Le Conseil de direction a cessé de parler d'approche graduelle dans ses indications prospectives et indique plutôt que les taux d'intérêt devront « augmenter jusqu'à parvenir à une orientation neutre pour assurer l'atteinte de la cible d'inflation. » Selon les récentes prévisions de RBC, on doit s'attendre à deux autres hausses de taux au cours du premier semestre de 2019, suivie d'une pause, qui élèveront le taux à un jour à 2,25 % jusqu'à la fin de l'année prochaine.

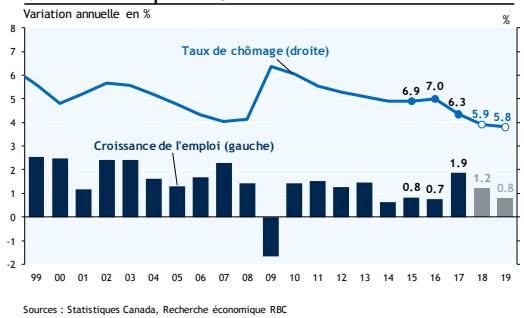
PIB réel provincial en 2018



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Comme l'économie roule à plein régime, la Banque du Canada suppose que l'adoption d'une position ferme à l'égard des hausses des taux d'intérêt permettra à la croissance du PIB d'atteindre plus rapidement son potentiel à long terme. Nous croyons que la hausse des taux d'intérêt aura l'effet escompté et contribuera à la croissance générale du Canada, qui est passée de 3,0 % l'an dernier à 2,1 % en 2018. Nous nous attendons à un ralentissement de la croissance dans toutes les provinces en réponse notamment à des marchés résidentiels qui tiédisent et à la fin de grands projets d'investissement dans certaines provinces.

Marché de l'emploi au Canada



Sources : Statistiques Canada, Recherche économique RBC

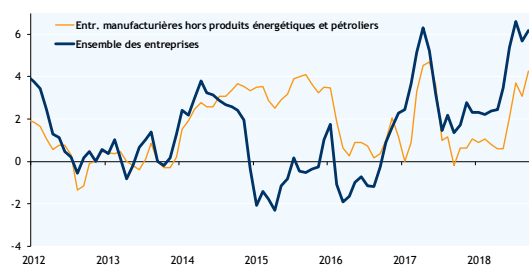
Le nombre d'emplois s'est accru en moyenne de 5 000 par mois jusqu'à présent en 2018 ; un ralentissement marqué par rapport à la hausse moyenne mensuelle incomparable de 36 000 de 2017. Le taux de chômage a atteint un taux moyen plancher datant de plus de quatre décennies de 5,8 % cette année. Il se situe donc sous le niveau de plein emploi établi entre 6,0 % et 6,5 %. Cela dit, la faible hausse des salaires continue d'intriguer – La demande de main-d'œuvre demeure élevée, et les sondages signalent une pénurie croissante de travailleurs. Pourtant, les salaires peinent à suivre la tendance. Les Services économiques RBC prévoient que l'emploi connaîtra un relèvement de 1,2 % en 2018 en fonction d'un taux de chômage qui demeure à ses niveaux actuels.



PRIX ET COÛTS SELON LES SECTEURS

Prix dans le secteur de la fabrication : Canada

Variation annuelle en %, indice des prix des produits industriels



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Prix dans le secteur du commerce de gros : Canada

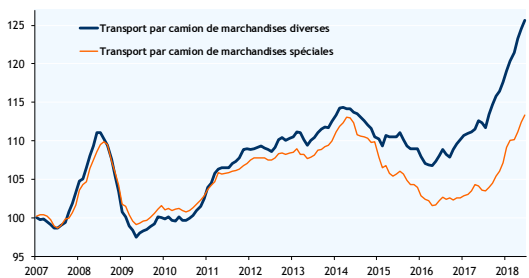
Variation annuelle en %, indice des ventes du commerce de gros



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Indice des prix des services de camionnage pour compte d'autrui : Canada

100 en 2007, données désaisonnalisées

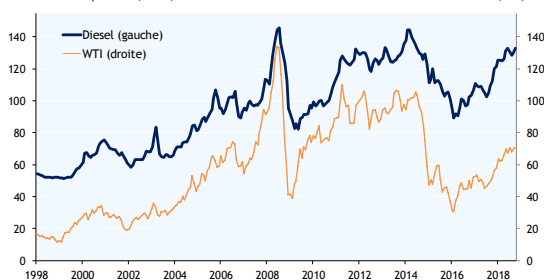


Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Prix du diesel : Canada

Cents canadiens par litre (diesel)

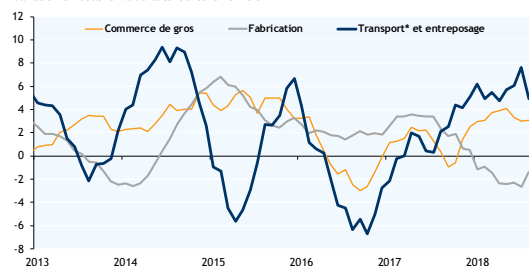
USD/baril (WTI)



Sources : Wall Street Journal, Haver Analytics, MJ Ervin & Associates Inc., Recherche économique RBC

Gains horaires - FGT : Canada

Variation annuelle en % de la tendance en 8 mois



* Le transport regroupe les services de transport aérien, ferroviaire et par camion et les activités de soutien.
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

L'indice des prix des produits industriels du secteur manufacturier a monté de 4,1 % au cours des neuf premiers mois de 2018, bien qu'il n'aurait grimpé que de 1,9 % n'eût été les prix des produits énergétiques et pétroliers. La fabrication de papier et de produits du tabac a grandement favorisé la hausse de l'indice global, avec une croissance de 10,4 % et de 13,8 % respectivement. Les prix des produits métalliques ferreux de première transformation (y compris de l'acier) se sont appréciés de 7 %.

Les prix touchés par les grossistes canadiens au cours des huit premiers mois de 2018 ont fléchi par rapport à 2017. En effet, leur croissance de 1,6 % de 2017 a baissé à 0,6 % en 2018.

Les prix demandés par les transporteurs routiers canadiens pour le compte d'autrui ont fortement augmenté au premier semestre de 2018, s'appuyant sur l'accélération de 2017. Quant aux prix du transport de marchandises diverses, ils se sont considérablement accrus (à un rythme de 8,9 %) par rapport à l'an dernier, tandis que ceux du transport de marchandises spéciales ont connu une hausse plus modeste, mais tout de même considérable de 7,2 %.

La hausse de 18,7 % des prix du carburant diesel enregistrée au cours de la période de 12 mois se terminant en octobre 2018 a mis une pression supplémentaire sur les transporteurs routiers puisque le carburant diesel constitue le plus important élément de leur coût de revient. Les prix du pétrole brut WTI ont crû de 32,4 % pendant la même période, poursuivant une tendance qui s'est amorcée en 2016.

Le secteur du commerce de gros et celui du transport et de l'entreposage ont dû grossir leur poste budgétaire associé aux salaires de 4,3 % et de 5,5 % respectivement au cours des huit premiers mois de 2018, après un retour à une croissance positive de ce poste en 2017. La croissance des salaires du secteur manufacturier a dégringolé du côté négatif en 2018, affichant une glissade de 2,3 % après avoir surpassé tous les autres secteurs l'année dernière.



Aperçu des secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport

	PIB		Emploi		Répartition des entreprises selon le nombre de salariés*			
	En M\$**	% de l'économie	En milliers***	% de l'économie	1-9	10-99	100-499	500+
Fabrication	179 711	10,4	1 477	9,1	27 671	19 461	3 163	292
Aliments	25 135	1,5	227	1,4	2 734	2 622	538	47
Boissons et tabac	6 005	0,3	41	0,3	701	566	58	5
Textiles, vêtements et cuir	2 436	0,1	7	0,0	1 671	686	96	4
Bois	9 946	0,6	93	0,6	1 630	1 376	273	5
Papier	7 271	0,4	54	0,3	140	252	155	9
Impression et activités connexes de soutien	4 130	0,2	49	0,3	2 525	877	90	12
Pétrole et charbon	7 152	0,4	18	0,1	160	158	26	4
Produits chimiques	14 779	0,9	93	0,6	992	919	160	15
Plastique et caoutchouc	10 167	0,6	98	0,6	742	1 113	246	24
Minéraux non métalliques	5 745	0,3	51	0,3	1 000	1 107	102	2
Métaux de première transformation	14 587	0,8	55	0,3	210	244	106	26
Produits métalliques	12 659	0,7	153	0,9	3 953	3 316	285	18
Machinerie	15 268	0,9	130	0,8	2 349	1 960	300	16
Informatique et électronique	6 012	0,3	55	0,3	885	624	121	9
Matériel, appareils et composants électriques	3 274	0,2	33	0,2	612	417	95	4
Matériel de transport	26 960	1,6	196	1,2	891	738	279	81
Meubles et produits connexes	4 444	0,3	68	0,4	2 409	1 212	148	9
Divers	3 741	0,2	57	0,4	4 067	1 274	85	2
Commerce de gros	100 227	5,8	779	4,8	37 418	19 243	1 093	136
Produits agricoles	1 684	0,1	15	0,1	724	432	18	0
Produits du pétrole	4 991	0,3	16	0,1	554	333	13	0
Aliments, boissons et tabac	11 320	0,7	114	0,7	4 574	2 359	274	12
Articles personnels et ménagers	14 672	0,8	107	0,7	4 875	1 981	186	21
Véhicules automobiles et pièces	8 291	0,5	62	0,4	2 315	1 583	90	5
Matériaux et fournitures de construction	15 594	0,9	127	0,8	5 913	3 842	134	4
Machines, matériel et fournitures	27 783	1,6	212	1,3	9 174	5 544	213	17
Divers	13 226	0,8	93	0,6	5 569	2 485	119	74
Marchés électroniques, et agents et courtiers	2 666	0,2	33	0,2	3 720	684	46	3
Transport et entreposage	79 651	4,6	654	4,0	55 865	10 721	1 091	146
Aérien	10 077	0,6	73	0,5	619	383	78	13
Ferroviaire	7 676	0,4	45	0,3	101	112	46	12
Maritime	1 538	0,1	n/a	n/a	174	120	19	5
Camion	22 030	1,3	201	1,2	41 490	4 807	263	11
Transport en commun et terrestre de voyageurs et transport de tourisme et d'agrément	7 653	0,4	124	0,8	2 723	1 270	203	23
Pipelines	6 248	0,4	0	0,0	121	39	12	6
Activités de soutien	15 377	0,9	114	0,7	6 376	2 304	208	23
Services postaux, et messageries et services de messenger	6 333	0,4	47	0,3	2 575	682	130	32
Entreposage	2 719	0,2	49	0,3	1 686	1 004	132	21
Ensemble des industries du secteur des cha	359 589	20,8	2 910	17,9	120 954	49 425	5 347	574

* Exclut les entreprises sans employés. Juin 2018.

** En 2017, en millions de dollars de 2007.

*** En 2017.

Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.